



Fiche pédagogique

Guerre en Ukraine : le traitement médiatique en trois questions

Age des élèves concernés :
14 – 20 ans (Cycle III et
Secondaire II)

**Lien avec des objectifs du
Plan d'études romand :**

Education numérique :
[EN 31](#) - Analyser et évaluer
des contenus médiatiques

Citoyenneté :
[SHS 34](#) – Saisir les principales
caractéristiques d'un régime
démocratique...

Durée estimée :
1 – 2 périodes

Matériel nécessaire :
Accès internet

Mots clés :
Médias, presse, télévision,
Internet, radio, information,
politique.

*Illustration : site de l'UNHCR,
l'Agence des Nations Unies
pour les réfugiés*

Introduction

L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, le 24 février 2022, a suscité une forte couverture médiatique. Pendant plusieurs jours, cette guerre représente près de la moitié de l'actualité traitée. Puis le conflit s'est installé dans la durée et le suivi s'est fait moins intense. En juin 2022, des articles et émissions s'interrogent ouvertement sur une possible "fatigue médiatique". Plusieurs rebondissements réactivent l'intérêt : résistance ukrainienne à l'usine Azovstal (mai), crise des exportations de céréales (juillet), contre-offensive ukrainienne (août), annexion russe de quatre *oblasts* (septembre), menaces d'utilisation d'armes nucléaires (octobre).

Cette fiche vous propose d'examiner en classe la couverture médiatique de ce conflit sous trois angles à choix. Elle vise à sensibiliser les élèves aux informations disponibles et à aiguïser leur sens critique.

Question 1 - Le traitement de cette guerre par les médias

d'information est-il adéquat, proportionné, alors que d'autres conflits dans le monde sont presque ignorés ?

Question 2 - Comment distinguer l'information de la propagande ? L'information diffusée en Russie est très différente de la nôtre. La propagande est-elle uniquement du côté russe ? Les médias suisses et occidentaux sont-ils impartiaux ?

Question 3 - Sommes-nous bien informés sur la menace de guerre nucléaire ? La Russie considère qu'elle peut utiliser des armes nucléaires pour défendre son territoire (et elle a annexé plusieurs régions d'Ukraine où des combats ont lieu). Le 6 octobre 2022, le président américain Joe Biden a évoqué le risque d'une apocalypse nucléaire.

Fiche rédigée par **Alain Maillard**,
journaliste et écrivain, novembre 2022.



Objectifs

- Observer comment le traitement médiatique d'un événement majeur évolue dans la durée
 - Apprendre à distinguer la propagande de l'information
 - Apprendre à se poser des questions face à l'actualité
-

Pistes pédagogiques

1. Parle-t-on trop ou pas assez de la guerre en Ukraine dans les médias ?

- Commencer par un sondage en classe : les élèves pensent-ils être bien informés sur la guerre en Ukraine ? Quelles sont leurs sources d'information ? Savent-ils d'où viennent les informations ?

Les médias d'actualité relaient des informations provenant d'agences de presse (présentes sur le terrain), des communiqués et déclarations de parties au conflit (informations vérifiées ou seulement citées). Certains ont envoyé des correspondant-es sur place (la correspondante en Ukraine de la RTS, Maurine Mercier, a reçu le prix Jean Dumur 2022 pour « son courage journalistique et sa recherche sincère de la vérité humaine »).

- Si des élèves citent les réseaux sociaux, leur proposer de donner des exemples ; demander comment ils connaissent l'origine des informations partagées ; pensent-elles et ils que celles-ci sont fiables, crédibles, sérieuses ?
- Distribuer éventuellement des articles du jour et les lire en cherchant à identifier les informations données.

Exemple d'article fourni en annexe : « L'Ukraine continue sa reconquête de la région de Kherson » (source : Blick est un site d'informations gratuites en ligne).

Noter qu'au début, les informations sont citées ; puis l'article cite l'AFP (l'Agence France-Presse, une des trois grandes agences internationales, qui a plusieurs journalistes en Ukraine) ; noter la signature de l'article : des élèves connaissent-ils l'Agence télégraphique suisse ?

Option : distribuer, lire en commun et commenter l'article « Comprendre la guerre en Ukraine » (source : quotidien *Le Temps*).

- Ouvrir le débat : sommes-nous bien informés ? Trop ou pas assez ?

Option : distribuer le communiqué de l'Université de Zurich : « La couverture médiatique de la guerre en Ukraine est jugée de bonne qualité ». (L'institut fög publie chaque année un Annuaire critique sur la qualité des médias suisses).

- Les élèves savent-ils où il y a d'autres conflits dans le monde ?

Au moins sept autres conflits violents sont en cours dans le monde (voir en annexe l'article en ligne sur le site de la BBC) ; au Yémen, la guerre qui dure depuis

11 ans est qualifiée par l'ONU de « pire situation humanitaire eu monde ».

- Est-il justifié de consacrer beaucoup plus de place à l'Ukraine ? Pourquoi ? Qu'est-ce qui, selon les élèves, influence le choix des médias (d'information ou sociaux) ?

Option : distribuer, lire en commun et commenter l'article « Les 7 facteurs qui favorisent la médiatisation d'un conflit » (l'INA est l'Institut national français de l'audiovisuel).

- Selon les élèves, est-on fatigué de cette guerre ?

Option : distribuer, lire en commun et commenter l'article « L'Ukraine face à la fatigue médiatique et au désintérêt des opinions publiques » (RTS, mai 2022). Attirer en particulier l'attention sur les graphiques.

- Conclure par un débat : pourquoi est-il important (ou non) de suivre ce conflit ?

2. Comment distinguer l'information et la propagande ?

- Ouvrir la discussion : les élèves connaissent-elles et ils le point de vue russe sur cette guerre ?

Option : leur proposer d'effectuer une recherche à ce sujet. On peut par exemple se reporter aux informations de [Russia Today France](#). Noter qu'il n'est pas facile de trouver ce point de vue russe. Débat : pourquoi ? Faudrait-il que nos médias relaient ce point de vue autant que celui des Ukrainiens ? L'objectivité consiste-t-elle à donner la parole au bourreau autant qu'à la victime ? Comment déterminer qui est la victime ?

Option(s) : regarder en classe l'une (ou plusieurs) des trois vidéos proposées en annexe.

- « Russie : une propagande très efficace », analyse sur Arte (9'22)
- Vu de Russie », sur France 24 (8 minutes, ou jusqu'à 5'14)
- Le point de vue russe, résumé sur Brut média (6'13)

Puis ouvrir le débat : comment expliquer une telle différence entre les informations données au public en Russie et en Suisse ? Qu'est-ce que la propagande ? ([Définition Larousse : action systématique exercée sur l'opinion pour lui faire accepter certaines idées ou doctrines.](#))

Quelles sont les garanties d'une information indépendante et impartiale ? Les élèves connaissent-elles et ils la déontologie journalistique ? ([Vous pouvez vous référer à la Charte du Conseil suisse de la presse.](#))

Option : distribuer, lire en commun et commenter l'article « En Russie, l'information cadenassée par la censure systématique du Kremlin » (Reporters sans frontières est une association de défense de la liberté de l'information).

Option : débattre de l'objectivité en distribuant et lisant en classe l'article « Pourquoi une information ne sera jamais totalement objective » (de l'Institut national français de l'audiovisuel).

- Les élèves pensent-elles et ils qu'il y a aussi de la propagande du côté ukrainien ? Et dans les médias suisses et occidentaux ?

Option : distribuer, lire en commun et commenter un article d'actualité du jour (ou prendre l'exemple en annexe : « L'Ukraine continue sa reconquête de la région de Kherson » (source : *Blick*). Comment sont citées les sources des informations ?

- Qui a vu les vidéos du président ukrainien

Zelensky ? Qu'en pensent les élèves ?

- Reprendre la discussion. Les médias disent-ils tout ce que nous avons besoin de savoir ?

Option : distribuer ; lire en commun et commenter l'article « Entre glorification et désinformation, la guerre en Ukraine est aussi communicationnelle » (RTS). Eventuellement, regarder ensemble la vidéo sur la communication du président ukrainien.

Orienter la discussion sur les scénarios possibles.

- Que se passera-t-il si les Russes utilisent une bombe nucléaire « tactique » (de petite taille, toutefois comparable aux bombes sur Hiroshima et Nagasaki en 1945) ?

Noter que l'Ukraine pratique aussi une censure partielle, interdisant notamment les médias russes sur son territoire. Est-ce inévitable en temps de guerre ? Pourquoi ?

- En conclusion : que retiennent les élèves pour leur manière de s'informer ?

3. Sommes-nous bien informés sur la menace de guerre nucléaire ?

Attention : ce thème n'est pas proposé pour effrayer les élèves. Les rassurer en soulignant que les menaces d'utilisation des armes nucléaires visent d'abord à décourager les adversaires, obtenir un avantage politique ; il existe des mécanismes de prévention au plus haut niveau entre la Russie et l'OTAN. Néanmoins c'est un bon sujet et d'observation de l'information médiatique, ainsi que de sensibilisation civique.

Le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Josep Borrell, a averti lors d'une réunion de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique-Nord), le 13 octobre 2022, que « toute attaque nucléaire contre l'Ukraine engendrera une réponse, pas une réponse nucléaire mais une réponse si puissante du côté militaire que l'armée russe sera anéantie ». Quelle seraient les conséquences possibles d'une telle attaque ?

- En cas d'alerte aux radiations nucléaires en Suisse, les élèves savent-elles et ils ce qu'il faudrait faire ?

Option 1 : proposer aux élèves une recherche sur Internet sur le danger nucléaire et les mesures qui seraient prises pour protéger la population suisse.

- Ouvrir la discussion : les élèves éprouvent-elles et ils de l'inquiétude face au risque de guerre nucléaire ?

- Pourquoi les médias suisses parlent-ils si peu du danger et de ses conséquences potentielles ?

- Si c'est pour ne pas susciter de panique, est-ce une bonne raison ?

Montrer une des vidéos figurant en annexe (à choix) :

- Débat sur LCI (chaîne française d'informations en continu) (12'43)
- Débat sur Arte (28 minutes, ou seulement l'introduction de 1'55)
- Podcast RTS (13 minutes, en soulignant qu'il date de mai 2022)

Option 2 : distribuer et susciter la discussion autour d'articles proposés en annexe (« Risque de guerre nucléaire : en parler ou pas ». Source : *Le Soleil*, quotidien québécois) ; « A quoi ressemblerait une guerre nucléaire en 2022 » et « Biden alerte contre le risque d'une apocalypse nucléaire » - *Swissinfo* ; « Zaporija - ce qui se passerait en cas

d'explosion de la centrale nucléaire » - *Blick*). Conclure en soulignant encore la part de la rhétorique dans les menaces nucléaires.

Pour aller plus loin

Comprendre la guerre en Ukraine, dossier du quotidien *Le Temps* :
<https://labs.letemps.ch/interactive/2022/longread-ukraine/>

La fatigue médiatique, évoquée par la RTS :

<https://www.rts.ch/info/monde/13209141-lukraine-face-a-la-fatigue-mediatique-et-au-desinteret-des-opinions-publiques.html#:~:text=%C3%A0%2019%3A32-.L%27Ukraine%20face%20%C3%A0%20la%20fatigue%20m%C3%A9diatique,au%20%C3%A9sint%C3%A9r%C3%AAt%20des%20opinions%20publiques&text=Depuis%20maintenant%20de%20longues%20semaines,tranch%C3%A9es%20et%20d%27artilleries%20d%C3%A9sincarn%C3%A9es>

Conflits dans le monde :

<https://www.bbc.com/afrique/monde-60751514>

Le point de vue russe, résumé sur *Brut média* :

<https://www.brut.media/fr/news/comment-les-medias-russes-couvrent-la-guerre-en-ukraine-92b1dbfd-ee34-45a1-b9b7-1ae5c1edde1c>

La communication du président Zelensky, vidéo *RTS* :

<https://www.rts.ch/info/monde/12911985-entre-glorification-et-desinformation-la-guerre-en-ukraine-est-aussi-communicationnelle.html>

« Russie : une propagande très efficace », analyse sur *Arte* (9'22) :

<https://www.youtube.com/watch?v=cDI6-KKWSeS>

Vu de Russie », sur *France 24* (8 minutes, ou jusqu'à 5'14) :

<https://www.youtube.com/watch?v=ei828EL2TW0>

La censure en Russie, analysée par *Reporters sans frontières* :

<https://rsf.org/fr/en-russie-l-information-cadenass%C3%A9e-par-la-censure-syst%C3%A9mique-du-kremlin>

Menace nucléaire, débat sur *LCI* (chaîne française d'informations en continu) (12'43) : <https://www.youtube.com/watch?v=bTgKSONwby8>

Menace nucléaire, débat sur *Arte* (28 minutes, intro 1'55) :

<https://www.youtube.com/watch?v=B22T9LUGD74>

Menace nucléaire, podcast audio *RTS* (13 minutes, datant de mai) :

<https://www.rts.ch/info/suisse/13105385-podcast-doiton-craindre-la-menace-nucleaire.html>



© Crédits photo : Sergei Supinsky/AFP

Les 7 facteurs qui favorisent la médiatisation d'un conflit

Il n'existe pas, dans les médias, de règle unique et automatique pour déclencher la couverture d'un conflit. Mais plusieurs facteurs peuvent y contribuer fortement. Explications.

par **Xavier Eutrope**

Publié le 21 mars 2022 — Mis à jour le 23 mai 2022

Dès les premières heures de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, des articles et les *lives* ont fleuri sur les sites des journaux, les radios et télés ont basculé en édition spéciale. Un traitement



couverture médiatique d'un conflit.

1 — La possibilité de s'identifier aux populations touchées

« *Nous sommes en train de le voir, et nous l'entendons dans la bouche de beaucoup de commentateurs : "Ce sont des Européens qui sont touchés par le conflit" »*, explique Arnaud Mercier, professeur en sciences de l'information et de la communication à l'université Panthéon-Assas, à propos du conflit entre la Russie et l'Ukraine. La proximité culturelle et religieuse entre en jeu dans cette identification. Un phénomène également observé dans d'autres catastrophes : « *L'ouragan Katrina en 2005 et le tsunami dans l'océan Indien en 2004 ont bénéficié d'une attention médiatique très importante, car ils ont touché des Occidentaux*, analyse Arnaud Mercier. *À la différence du séisme meurtrier au Pakistan et de la famine au Niger, survenus au même moment, mais qui touchaient les populations locales.* »

2 — Un changement brutal de situation

Cette invasion de l'Ukraine est le premier conflit d'une telle intensité en Europe depuis les années 1990 et les guerres en Yougoslavie : elle marque un changement brutal de situation. « *Lorsque le conflit au Darfour éclate en 2003, les médias américains ne s'y intéressent pas : ce n'est pas assez inédit* », explique Virgil Hawkins, professeur de *media studies* à Osaka. D'après le chercheur américain, tout change en 2004, lorsque sont évoqués les premiers éléments indiquant qu'un génocide est en cours. Le drame revêt alors une tout autre nature. « *Tout le monde s'était dit "Plus jamais ça" après le Rwanda. Nous étions seulement dix ans plus tard, et ça recommençait.* »

3 — La présence d'intérêts nationaux

L'historien François Robinet (Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines), qui a étudié la médiatisation des conflits africains, [expliquait à la Revue des médias en 2017](https://larevuedesmedias.ina.fr/la-loi-du-nombre-de-morts-kilometre-est-pas-automatique) (<https://larevuedesmedias.ina.fr/la-loi-du-nombre-de-morts-kilometre-est-pas-automatique>) que la présence de militaires français ou de ressortissants français sur le terrain est un « *facteur qui [joue] de manière remarquable dans près de 60 % des cas étudiés* ». Virgil Hawkins nous livre un autre exemple : « *Le nombre d'articles du New York Times sur l'Afghanistan a été multiplié par dix après les attentats de 2001. Entre 1996, date de l'arrivée des Talibans au pouvoir, et 2001, le journal s'intéressait nettement moins au pays, malgré la guerre civile.* »

4 — Le nombre de morts

On l'appelle, dans le jargon journalistique, la « loi du « mort/kilomètre ». Souvent évoquée dans le cadre de la médiatisation des conflits, celle-ci voudrait « *que vous ayez beaucoup plus de chances d'entendre parler d'un mort à proximité de chez vous que de 10 000 à plusieurs milliers de*



enjeux de la médiatisation, [tandis que] la deuxième guerre du Congo [de 1998 à 2003, NDLR] – des estimations donnent de 3,5 à 4 millions de victimes directes ou indirectes – n'a suscité qu'un intérêt très ponctuel. »

5 — La présence de journalistes sur place

Si un pays maintient un *blackout* sur une région, « *comme c'est le cas de l'Érythrée au Tigré [conflit en cours depuis 2020, NDLR] ou de la Russie en Tchétchénie [de 1994 à 1996, puis de 1999 à 2009, NDLR]* », expose Arnaud Mercier, il y a de fait une moindre médiatisation du conflit. « *Si le conflit est invisible, il n'existe pas.* » En Ukraine, pas de *blackout* : au moment de la rédaction de cet article, franceinfo y a envoyé cinq reporters, BFMTV dix journalistes, Radio France huit employés (cinq journalistes et trois techniciens). CNN compte 95 collaborateurs dans la région, répartis notamment entre la Hongrie, la Pologne, la Russie et l'Ukraine. Au Rwanda, après une première phase de médiatisation, qui s'achève mi-avril 1994 avec le départ des Français, ce sont les reportages de journalistes (surtout de presse écrite) restés sur place qui « *font émerger la réalité du génocide durant la deuxième quinzaine du mois de mai* », [expliquait l'historien François Robinet](#).

(<https://larevuedesmedias.ina.fr/rwanda-1994-genocide-tutsi-medias-francais-operation-turquoise-mitterrand>)

6 — Les relais de la société civile

L'action des ONG pour sensibiliser l'opinion à certaines situations de détresse peut également avoir son importance dans la médiatisation d'un conflit. En 1994, [Médecins sans frontières contribue ainsi à alerter l'opinion](#) (<https://larevuedesmedias.ina.fr/rwanda-1994-genocide-tutsi-medias-francais-operation-turquoise-mitterrand>), à travers une campagne de presse, sur le génocide en cours au Rwanda. Le changement majeur depuis lors est la possibilité, pour les populations concernées, de poster et partager de nombreuses vidéos et photos pour témoigner et rendre visible le conflit.

7 — La simplicité de compréhension du conflit

« *En gros, est-ce que l'on se trouve dans un scénario avec d'un côté un gentil et de l'autre un méchant ?* », résume Virgil Hawkins, professeur de *media studies* à Osaka. Plus les enjeux sont faciles à comprendre, plus le conflit a de chances d'être évoqué dans les médias.

Science

À quoi ressemblerait une guerre nucléaire en 2022?



▲ En plus de tuer instantanément des centaines de milliers de personnes, une explosion nucléaire créerait des ondes lumineuses visibles, infrarouges et ultraviolettes qui se combineraient pour produire une sorte de grande boule de feu très chaude capable de tout brûler et d'infliger des brûlures au troisième degré sur un très large rayon. Copyright 2016 The Associated Press. All Rights Reserved.

Les armes nucléaires d'aujourd'hui sont beaucoup plus petites, plus précises et plus puissantes que celles utilisées pendant la Seconde Guerre mondiale. Une guerre nucléaire serait donc dévastatrice bien au-delà des frontières ukrainiennes.

07 mars 2022 - 15:11



Je m'occupe des questions liées à l'impact des nouvelles technologies sur notre société. Sommes-nous conscients de la révolution actuelle et de ses conséquences? Mon passe-temps favori: la libre pensée. Mon tic fréquent: poser trop de questions.

Le président russe Vladimir Poutine l'a annoncé: quiconque tente de s'opposer à son action militaire en Ukraine devra faire face à des «conséquences jamais vues dans l'histoire». La menace d'un conflit nucléaire met le monde entier en état d'alerte et nous ramène il y a 60 ans, lorsque l'Union soviétique menaçait de déclencher une guerre nucléaire en armant Cuba de missiles balistiques. Les progrès faits en matière de désarmement depuis n'ont pas empêché la Russie de continuer à développer sa technologie. Aujourd'hui, le pays possède le plus grand arsenal nucléaire du monde, avec près de 6'000 ogives, soit près de la moitié de toutes les armes nucléaires dans le monde.

La technologie a considérablement évolué depuis les premières bombes nucléaires larguées sur Hiroshima et Nagasaki en 1945. Elle est désormais plus complexe: la variété des armes développées permet des attaques à la fois à grande échelle et ciblées, avec une portée plus longue et une force de destruction beaucoup plus grande.

Nous nous sommes penchés sur les armes nucléaires du 21^e siècle et sur les conséquences qu'une guerre nucléaire aurait sur le monde.

Comment la technologie des armes nucléaires a-t-elle évolué depuis 1945?

La bombe larguée sur Hiroshima en 1945 pesait environ 4500 kg et a tué plus de 100'000 personnes. Au fil du temps, des progrès considérables ont été réalisés pour miniaturiser la technologie: les armes nucléaires actuelles sont plus compactes et ne pèsent généralement que quelques centaines de kilos. Elles sont néanmoins capables de tuer des millions de personnes. Cela permet de mener des attaques par divers moyens: des missiles balistiques en passant par des missiles de croisière, n'importe quelle partie de la planète peut être atteinte.

«Beaucoup de ces armes sont beaucoup plus petites, légères et faciles à lancer qu'auparavant. Leur puissance explosive est aussi beaucoup plus grande», explique Stephen Herzog, chercheur au Centre d'études sur la sécurité de l'École

polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ). Certaines des armes nucléaires dont dispose la Russie aujourd'hui sont plus de 50 fois plus puissantes que celles larguées sur Hiroshima et Nagasaki.

À quoi ressemble l'arsenal nucléaire de la Russie?

La Russie dispose d'un arsenal nucléaire très varié, qui lui permet de lancer des attaques depuis la terre, la mer et l'air: c'est ce qu'on appelle la «triade nucléaire». Les États-Unis et la Chine en sont également capables. Les armes terrestres sont des missiles balistiques ou de croisière, dont certains ont une portée intercontinentale et peuvent atteindre des cibles très éloignées, comme la Chine ou les États-Unis. D'autres ont une portée plus courte et peuvent cibler le continent européen.

Les missiles lancés depuis la mer, à partir de sous-marins, sont difficiles à localiser car ces sous-marins peuvent être immergés aux quatre coins du globe. Les bombes les plus lourdes restent transportées par voie aérienne, dans des bombardiers stratégiques en mesure de parcourir de longues distances. L'avantage de la triade est qu'elle offre une grande force de dissuasion ainsi qu'une utilité et une flexibilité stratégiques supérieures. Ces plateformes éparpillées rendent également l'arsenal plus «robuste» ou plus difficile à détruire en cas de guerre.

Comment différents types d'armes peuvent-ils être utilisés?

Les armes nucléaires stratégiques sont généralement utilisées pour cibler des villes. «Mais elles peuvent également être utilisées pour cibler d'importants moyens militaires, comme des bases et des groupes d'attaque navale en mer», précise Stephen Herzog. Les armes tactiques ou non stratégiques, quant à elles, sont des armes de faible puissance conçues pour être utilisées sur le champ de bataille comme «égalisateur de forces», c'est-à-dire pour faire pencher un conflit en sa faveur. La Russie possède environ 1900 armes nucléaires tactiques.

Quels sont les scénarios de conflit possibles?

Si la Russie décide de lancer une attaque nucléaire contre l'Ukraine ou tout autre pays intervenant pour soutenir le gouvernement ukrainien, il est plus probable qu'elle utilise des armes nucléaires tactiques sur le champ de bataille que de grosses ogives stratégiques, que les États-Unis pourraient interpréter comme une attaque directe contre l'OTAN, estime le chercheur Alexander Bollfrass du Centre d'études sur la sécurité de l'EPFZ.

Une attaque à grande échelle risquerait en effet d'activer les forces de dissuasion des alliés de l'OTAN, explique Alexander Bollfrass. L'utilisation d'armes nucléaires tactiques, ajoute-t-il, permettrait à l'armée russe de détruire des points militairement stratégiques en Ukraine, comme des aérodromes, ou d'envoyer un message politique fort au gouvernement ukrainien en montant des ogives directement sur les missiles que l'armée russe déploie déjà dans le conflit.

Outre les attaques préméditées, il faut tenir compte du risque d'accident, qui augmente lors du transport d'ogives nucléaires ou lors de combats à proximité de centrales nucléaires, comme c'est déjà le cas près de Zaporijjia, où se trouve la plus grande centrale nucléaire d'Europe. L'armée russe a récemment été accusée d'avoir endommagé la centrale en bombardant certains bâtiments avant d'en prendre le contrôle. Cet acte constitue une menace sérieuse pour la sécurité de l'ensemble de l'Europe.

Les tensions nucléaires et les armes en état d'alerte augmentent également le risque de mauvaise interprétation et d'escalade du conflit.

Quels dommages les armes nucléaires d'aujourd'hui pourraient-ils causer?

Si la Russie devait déployer la totalité de son arsenal nucléaire, une partie de la Terre deviendrait inhabitable et le monde tel que nous le connaissons n'existerait plus, affirme Stephen Herzog.

Mais même le déploiement d'une petite partie seulement de cet arsenal entraînerait des conséquences dévastatrices à long terme.

«La surpression atmosphérique provoquée par l'onde de choc d'une explosion nucléaire serait capable de détruire des bâtiments entiers jusqu'à des dizaines de kilomètres de distance, à l'exception de ceux en béton armé», explique-t-il.

Des centaines de milliers de personnes pourraient être instantanément tuées ou blessées par les débris ou l'effondrement des bâtiments. En outre, l'explosion créerait des ondes lumineuses visibles, infrarouges et ultraviolettes qui se combindraient pour produire une sorte de grosse boule de feu très chaude capable de tout brûler et d'infliger des brûlures au troisième degré dans un rayon encore plus grand que celui des dégâts de l'explosion.

Les populations contaminées auraient à faire face aux retombées radioactives ultérieures, qui peuvent provoquer des tumeurs et des malformations congénitales.

Quels sont les risques pour le reste du monde?

La technologie actuelle des armes atomiques permet d'anéantir des métropoles entières, même si elles sont situées à de grandes distances. «Chaque grande ville des États-Unis est potentiellement à une demi-heure de la destruction, et chaque grande ville des pays de l'OTAN en Europe est à environ vingt minutes d'être détruite par l'un de ces missiles balistiques», explique Stephen Herzog.

La Suisse et l'Autriche sont moins menacées en raison de leur neutralité, mais les effets des radiations pourraient être énormes sur toute l'Europe continentale, y compris en Suisse, et seraient similaires à ceux provoqués par la fusion d'une centrale nucléaire, «même si des armes nucléaires tactiques sont utilisées sur le champ de bataille», précise le chercheur.

Quelle est la probabilité d'une attaque nucléaire?

À ce jour, la probabilité que la Russie utilise des armes nucléaires est encore faible, mais le risque n'est pas nul. Il est plus probable que Vladimir Poutine décide d'utiliser des armes chimiques avant les armes nucléaires. Ces armes, en plus d'être considérées comme moins taboues par le président russe, permettent de réfuter plus facilement les preuves, car «en cas d'attaque, il est plus facile de rejeter la faute sur les forces ukrainiennes, alors qu'une attaque nucléaire ne laisse aucun doute sur les responsables», explique Stephen Herzog.

Mais il ne faut pas oublier que la guerre en cours n'oppose pas que la Russie à l'Ukraine, mais la Russie à l'Ukraine aidée des armes et renseignements que l'occidentaux lui fournit. Une escalade ne peut pas être exclue. C'est pour cela que la menace nucléaire est si effrayante, s'accordent à dire Stephen Herzog et Alexander Bollfrass.

La Suisse et le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires

Ce traité des Nations unies, adopté en 2017 et entré en vigueur en janvier 2021, interdit pour la première fois de manière contraignante l'utilisation ou la menace d'utilisation, le développement, les essais et le stockage d'armes nucléaires. Le document a jusqu'à présent été signé par 86 pays, mais pas par la Suisse – malgré le fait que le pays ait voté en faveur de sa création – ni par aucun pays possédant des armes nucléaires.



En conformité avec les normes du JTI

Plus: [SWI swissinfo.ch](https://www.swissinfo.ch) certifiée par la [Journalism Trust Initiative](https://www.jti-certified.com/)

Biden alerte contre le risque d'une "apocalypse" nucléaire



▲ Selon Joe Biden, Vladimir Poutine ne plaisante pas quand il parle d'un usage potentiel d'armes nucléaires, car son armée "est très peu performante" (archives). KEYSTONE/AP/Susan Walsh sda-ats

07 octobre 2022 - 03:42

(Keystone-ATS) Les menaces russes d'utilisation de l'arme nucléaire dans le conflit en Ukraine font courir un risque d'"apocalypse", a estimé jeudi le président américain Joe Biden. C'est la première fois que le monde se retrouve dans cette situation depuis la guerre froide.

"Nous n'avons pas été confrontés à la perspective d'une apocalypse depuis Kennedy et la crise des missiles cubains" en 1962, a-t-il déclaré lors d'une collecte de fonds à New York. Selon lui, son homologue russe Vladimir Poutine "ne plaisantait pas" en proférant ces menaces.

"Il existe, pour la première fois depuis la crise des missiles cubains, une menace directe d'utilisation d'armes nucléaires, si les choses continuent de suivre la voie qu'elles empruntent actuellement", a encore dit le 46e président des Etats-Unis d'Amérique.

Du 14 au 28 octobre 1962, la crise des missiles installés à Cuba par l'Union soviétique et repérés par les Etats-Unis avait fait trembler la planète, laissant craindre une guerre nucléaire.

"Tous les moyens"

Confronté à une résistance ukrainienne tenace, alimentée par l'aide militaire occidentale, Vladimir Poutine a fait une allusion à la bombe atomique dans un discours télévisé le 21 septembre. Il s'était dit prêt à utiliser "tous les moyens" dans son arsenal face à l'Occident, qu'il a accusé de vouloir "détruire" la Russie. "Ce n'est pas du bluff", avait-il assuré.

Selon les experts, de telles attaques emploieraient probablement des armes nucléaires tactiques, plus petites en charge explosive qu'une arme nucléaire stratégique. Mais Joe Biden a prévenu que même une frappe nucléaire tactique risquerait de déclencher une conflagration plus large.

"Je ne pense pas que l'on puisse facilement [utiliser] une arme nucléaire tactique sans finir par provoquer l'apocalypse", a-t-il dit.

Vladimir Poutine "ne plaisante pas quand il parle d'un usage potentiel d'armes nucléaires tactiques ou d'armes biologiques ou chimiques, car son armée, on pourrait le dire, est très peu performante", a encore jugé le président américain.

Nouveau revers**L'Ukraine continue sa reconquête de la région de Kherson**

L'Ukraine a annoncé jeudi la reconquête d'une douzaine de villages dans la région de Kherson, dans le sud du pays. Moscou a confirmé y avoir entamé son repli, nouveau revers pour l'armée de Vladimir Poutine.

Publié: 10.11.2022 à 18:33 heures

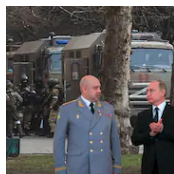


Le président Zelensky a énuméré lundi ses conditions pour la reprise de pourparlers avec Moscou, dont le retrait de ses troupes du territoire ukrainien.

A la mi-journée, le commandant en chef de l'armée ukrainienne, Valery Zaloujny, a annoncé que ses forces avaient avancé mercredi de «sept km, prenant le contrôle de six localités dans la direction de Petropavlivka-Novoraïsk» et repris également «six localités dans la direction de Pervomaïske-Kherson».

D'autres articles sur l'Ukraine et la Russie

Contre-offensive ukrainien...
La Russie ordonne le retrait de ses forces de Kherson



Les troupes russes se retir...
Pourquoi la perte de Kherson est une défaite brutale pour le Kremlin



La victo
**Quels s
poursu
et Prig**

Peu avant, l'armée russe avait annoncé avoir commencé son retrait dans région de Kherson, en déplaçant ses troupes de la rive droite (occidentale) à la rive gauche du fleuve Dniepr, un obstacle naturel derrière lequel Moscou établit une

ligne de défense.

«Des unités du contingent de troupes russes manoeuvrent vers des positions aménagées sur la rive gauche du fleuve Dniepr», a indiqué le ministère russe de la Défense. Annoncé mercredi, ce retrait implique un départ de la ville éponyme de Kherson, capitale régionale située sur la rive droite.

Un repli rapide

Le général en charge de l'offensive russe en Ukraine, Sergueï Sourovikine, avait annoncé que le repli se ferait «très rapidement» pour préserver la «vie de chaque soldat russe», sans donner de calendrier.

Côté ukrainien, l'annonce a été accueillie sans triomphalisme et avec circonspection, Kiev soupçonnant un piège. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky avait réagi mercredi avec une «extrême prudence».

«Nous ne pouvons ni confirmer, ni infirmer les informations relatives à un prétendu retrait des troupes russes de Kherson», a dit à la presse jeudi le général Oleksii Gromov, représentant de l'état-major ukrainien. Mais il a également noté que dos au Dniepr, les Russes n'ont «d'autre choix que de fuir».

La méfiance règne

A Mykolaïv, grande ville du sud à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Kherson, des habitants sont tout aussi méfiants.

«On ne peut pas faire confiance, personne ne va nous rendre quoi que ce soit juste comme ça», a déclaré à l'AFP Svitlana Kyrytchenko, une vendeuse. «Ce serait le comble de la stupidité. Cela n'a aucun sens dans mon esprit», argue de son côté Igor Kossorotov, un mécanicien de 59 ans.

De son côté, le Kremlin n'a fait aucun commentaire, le briefing quotidien de son porte-parole ayant été annulé jeudi. Le président américain Joe Biden a, lui, estimé que l'annonce du repli constituait «la preuve que (les Russes) ont de vrais problèmes».

Un retrait russe «serait une nouvelle victoire» pour Kiev, a salué pour sa part le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, depuis Rome.

Une nouvelle défaite

Le départ de Kherson, s'il se confirme, constitue un nouveau cinglant revers pour Moscou, déjà contraint d'abandonner la région de Kharkiv (nord-est) en septembre.

D'autant que Vladimir Poutine avait revendiqué fin septembre l'annexion de quatre régions ukrainiennes, dont Kherson, et ordonné le 21 septembre la mobilisation de quelque 300.000 réservistes pour consolider les lignes russes.

Et le président russe avait prévenu que la Russie défendrait «par tous les moyens» ce qu'elle considère désormais comme son territoire.

Depuis l'été, l'armée ukrainienne, forte d'armements occidentaux, a peu à peu usé les forces russes notamment en pilonnant les ponts essentiels au ravitaillement des troupes sur la rive occidentale du Dniepr.

Une reprise des pourparlers?

Dans le Donbass, la Russie essaye depuis plusieurs semaines de prendre la ville de Bakhmout, 70'000 habitants avant l'invasion.

«C'est devenu plus compliqué ces trois derniers jours», observe auprès de l'AFP Vitaly, un soldat ukrainien de 26 ans. «Les Russes poussent de plus en plus, même si nos hommes tiennent leurs positions», affirme-t-il depuis Bakhmout.

Les succès de Kiev ont par ailleurs relancé les spéculations sur l'éventuelle reprise de pourparlers de paix, certains médias affirmant même que l'Occident poussait l'Ukraine à les reprendre.

Des milliers de morts et de blessés

«Il y a bien plus de 100'000 soldats russes tués et blessés», a déclaré mercredi le plus haut responsable militaire américain, le général Mark Milley, qui s'exprimait devant le New York Economic Club. «Même chose probablement du côté ukrainien», a-t-il ajouté.

«Il doit y avoir une reconnaissance mutuelle que la victoire militaire n'est probablement pas, au sens propre du terme, réalisable par des moyens militaires», a ajouté le général Milley, estimant qu'il existe «une fenêtre d'opportunité pour la négociation».

Signe de changement de ton après une visite vendredi à Kiev du conseiller présidentiel américain Jake Sullivan, le président Zelensky a énuméré lundi ses conditions pour la reprise de pourparlers avec Moscou, dont le retrait de ses troupes du territoire ukrainien.

(ATS)

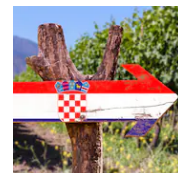
Découvrez nos contenus sponsorisés



Une entreprise artisanale
Comment les Scartazzini ont sauvé leur moulin



Accidents domestiques
Un bouton d'appel d'urgence garantit l'autonomie des senio...



Grâce à
La Croix riches

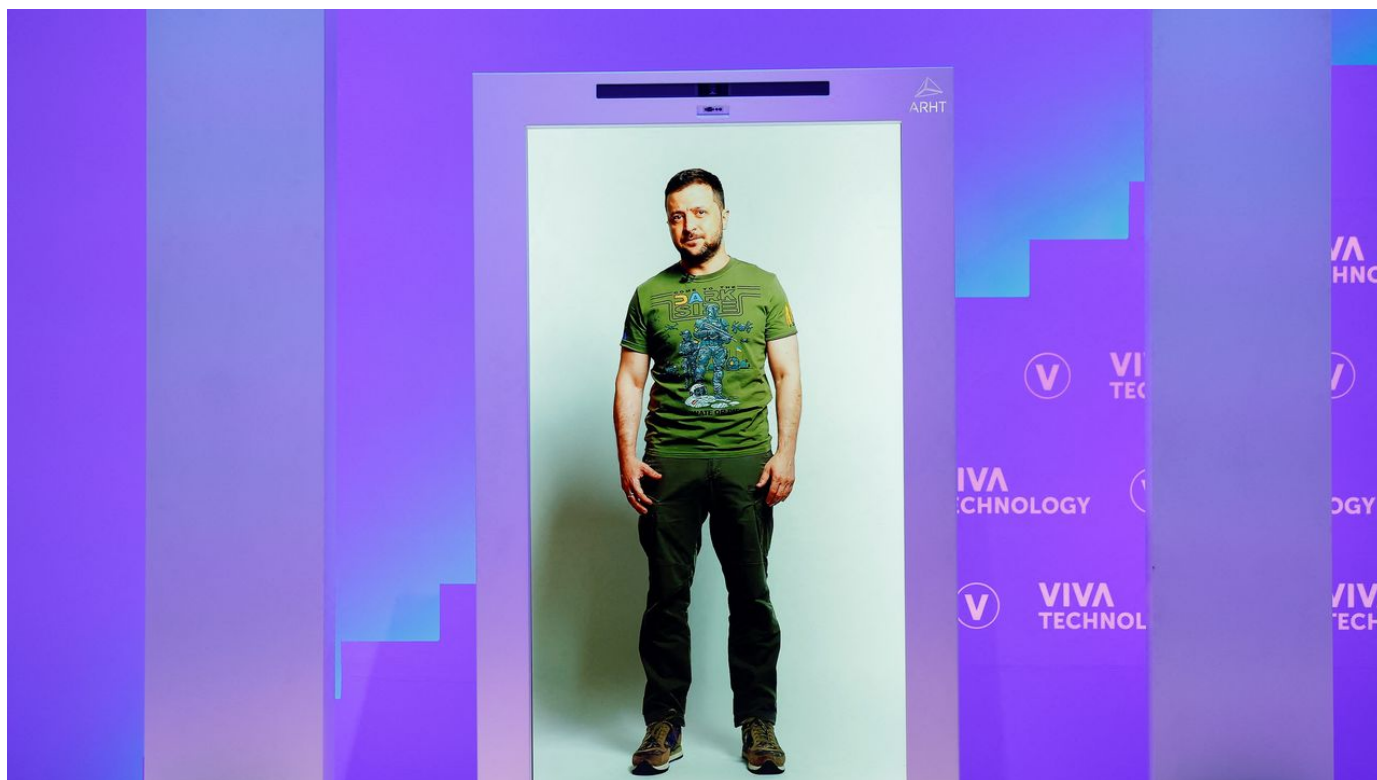
ARTICLES LES PLUS LUS

- 1** Le boss de Xamax soutient «CC»
«Les Alémaniques ont un petit avantage auprès des arbitres»
- 2** David Lemos
Les Romands doivent arrêter de pleurnicher
- 3** 18 points et 20 rebonds
Clint Capela brille face aux Sixers

Monde

Modifié le 29 juin 2022 à 19:32

L'Ukraine face à la fatigue médiatique et au désintérêt des opinions publiques



Le président ukrainien Volodymyr Zelensky effectue un discours via un hologramme lors d'une convention dédiée à l'innovation et aux startups, le 16 juin 2022, à Versailles. [Benoit Tessier - reuters]

Depuis maintenant de longues semaines, la guerre russo-ukrainienne s'enlise dans la région du Donbass (est). Les offensives fulgurantes des premiers jours ont laissé place à des batailles de tranchées et d'artilleries désincarnées. Cette transformation du conflit semble l'a'

"normalisé" et l'intérêt des médias et du public a fondu, au grand dam des dirigeants ukrainiens.

Ancien acteur à succès, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a compris dès les premières heures de l'invasion l'importance capitale de la guerre de l'information.

Sur les réseaux sociaux, dans des conférences internationales, des festivals, des manifestations, il n'a pas cessé d'apparaître pour appeler au soutien sans faille de l'Ukraine face "à la barbarie russe". Adeptes des phrases chocs et professionnel de la communication, il a réussi à devenir un symbole fort de la résistance.

Mais alors qu'il continue à se manifester quotidiennement, dans des vidéos, via des communiqués de presse ou encore dans des tweets postés au cœur de la nuit où il demande toujours davantage d'armes pour lutter, l'avenir de l'Ukraine semble captiver de moins en moins.

>> Réécouter le reportage de l'émission Tout un monde sur Volodymyr Zelensky:



0:00 / 5:34 1.0x

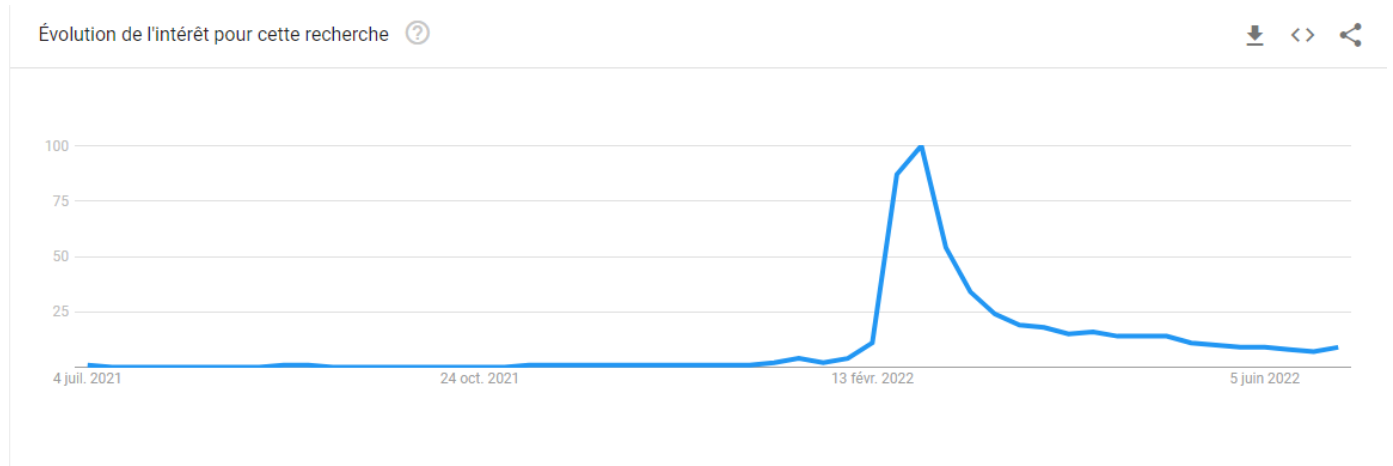
Portrait du président ukrainien Volodymyr Zelensky, héros de la résistance à l'invasion russe / Tout un monde / 5 min. / le 2 mars 2022

Un désintérêt dû à la durée du conflit

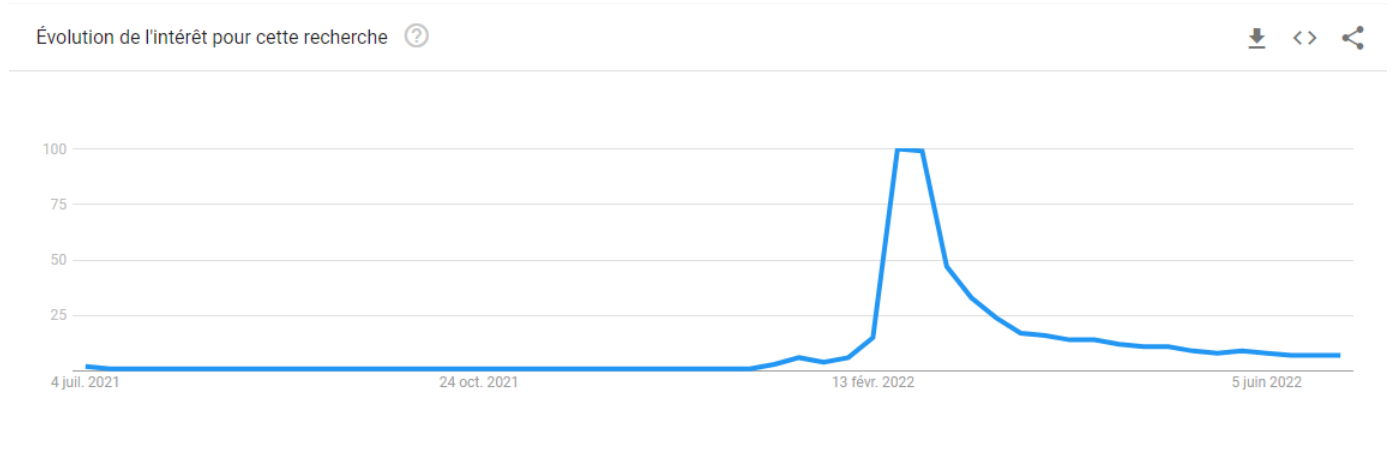
Dans les derniers jours du mois de février, l'intérêt pour la question ukrainienne était massif dans l'opinion publique occidentale. Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, un conflit de haute intensité s'ouvrait en Europe, avec comme belligérant une puissance nucléaire.

La peur d'une extension du conflit en Europe occidentale avec, pour certains, le souvenir de la Guerre froide, semblait alors pousser les gens à se renseigner au maximum sur la tournure des événements. Des événements qui semblaient d'ailleurs s'accélérer; dans les premiers jours, des forces russes se rapprochaient déjà dangereusement de la capitale ukrainienne.

Quatre mois plus tard, le panorama a changé. La guerre se poursuit, les combats sont toujours acharnés et meurtriers mais la perspective d'un contrôle total de l'Ukraine par l'armée russe s'est considérablement éloignée. Conséquence directe, l'intérêt pour la thématique a décru dans les populations, en Suisse comme ailleurs dans le monde. Sur Google Trends, un outil permettant de connaître la fréquence à laquelle un terme a été tapé dans le moteur de recherche, le mot "Ukraine" a connu sans surprise un pic au mois de février, avant d'afficher une baisse très significative.



La recherche dans le temps du mot "Ukraine" sur Google, en Suisse. [Google Trend - RTS]



La recherche dans le temps du mot "Ukraine" sur Google, dans le monde. [Google trends - RTS]

Des logiques qui avait déjà été clairement établies lors d'autres conflits, en Afghanistan, en Irak ou encore en Syrie. Pour résumer, plus le conflit s'éternise, plus l'intérêt du public diminue.

Médias, la peur de tourner en rond

Le temps a également un effet important sur le traitement des médias. En s'inscrivant dans la durée et, surtout, en ne connaissant plus d'avancées significatives sur le champ de bataille, le conflit ukrainien offre de moins en moins d'angles d'analyses à la presse.

innation, risques alimentaires, énergie, accueil des réfugiés, ces thématiques sont toujours très suivies mais force est de constater que sur le terrain la situation s'est en partie "stabilisée". Alors que les informations du front arrivent au compte-gouttes, les autres sujets et thématiques regagnent donc logiquement en importance.

En Suisse, du 24 février au 24 mars, le journal Le Temps a par exemple consacré 20 Unes à la guerre en Ukraine et à ses conséquences et plus de 420 articles, analyses, interviews et commentaires. Du 28 mai au 29 juin, les chiffres passaient à 5 Unes et seulement 115 contributions. Aux mêmes périodes, dans le 19h30, l'émission la plus regardée de la RTS, l'Ukraine faisait l'ouverture du journal à 24 reprises au premier mois du conflit, contre 5 entre la fin mai et la fin juin.

Cinquante fois moins d'interactions sur les réseaux sociaux

Les téléspectateurs, lecteurs et autres internautes sont donc moins intéressés par ce conflit, mais en plus de cela, ils ont accès à moins d'informations de la part des médias. Une tendance qui se vérifie partout, à l'exception logique de la presse ukrainienne et de la propagande dans les médias d'Etat russes.

Mais mettre la faute sur les médias serait refuser de voir une tendance de fond. Dans un article publié début juin et intitulé "Le monde regarde ailleurs alors que la guerre d'Ukraine atteint les 100 jours", le site en ligne Axios révélait que les interactions en lien avec l'Ukraine sur les réseaux sociaux étaient passées à 345'000 le 22 mai, soit cinquante fois moins que le pic de près de 18 millions atteint dans les heures qui ont suivi le début de l'invasion russe.

Kiev semble d'ailleurs avoir saisi cette problématique et ne cesse de tenter de relancer le soutien international à son pays. La peur que l'Ukraine devienne une autre "guerre oubliée" est palpable quand Olena Zelenska, épouse du président, appelle sur la chaîne ABC News les Américains "à ne pas s'habituer à cette guerre" et "à notre douleur" au risque de vivre "une guerre sans fin".





Le risque d'un soutien politique affaibli?

Pour les autorités ukrainiennes, le risque serait que cette couverture médiatique moins dense, associée à un intérêt décroissant de la part des populations, influence à terme les ambitions politiques et ralentisse l'aide militaire, humanitaire et économique dont bénéficie le pays.

Michael Horowitz, analyste en sécurité et en géopolitique au sein de Le Beck, une société de conseil, a récemment évoqué sur Twitter cette crainte d'un effet domino. D'après lui, ce déclin de l'intérêt pour l'Ukraine intervient à l'instant où le pays a le plus besoin de soutien, car elle doit désormais remplacer ses équipements hérités de l'ère soviétique par du matériel occidental. Une décrue des livraisons d'armes aurait donc une répercussion dramatique sur la faculté de Kiev à se défendre, explique le spécialiste.



think it is Russia's bet, so this summer will be particularly critical to gauge how the war evolves.

10:39 AM · 14 juin 2022



303



Répondre



Copier le lien

Dans les faits, les politiques ne semblent pour l'instant pas avoir été affectés par la diminution de l'intérêt de l'opinion publique. Les puissances du G7, l'Union européenne ou encore l'Otan ont récemment réaffirmé leur soutien à l'Ukraine. L'aide militaire et financière continue par ailleurs d'affluer en direction de Kiev.

>> Revoir le reportage du 19h30 sur le sommet du G7 en Bavière:



L'Ukraine est au cœur des discussions entre dirigeants occidentaux réunis pour le sommet du G7 en Bavière / 19h30 / 2 min. / le 26 juin 2022

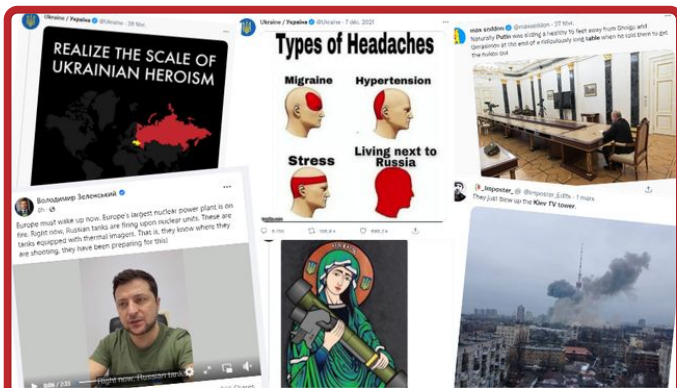
Pourtant, la plupart des études indiquent que l'opinion publique a souvent un rôle réel sur les décisions concernant la politique étrangère. Bien que déjà mesurable, l'impact sur les économies européennes ou américaine est pour l'instant "relativement" faible. A l'approche de l'hiver, si l'électricité, le pétrole ou le gaz venaient réellement à manquer, provoquant des coupures de courant, obligeant les Etats à réduire de quelques degrés les chauffages ou encore faisant littéralement exploser les prix à la pompe, la donne pourrait être différente.

Les opinions publiques pourraient alors devenir beaucoup plus critiques sur les régimes de sanctions envers Moscou, surtout si celles-ci n'empêchent pas la poursuite de la guerre en Ukraine. En d'autres termes, le temps semble ici jou en faveur du Kremlin.

Tristan Hertig

Publié le 29 juin 2022 à 18:39 - Modifié le 29 juin 2022 à 19:32

À consulter également



Entre glorification et désinformation, la guerre en Ukraine est aussi communicationnelle

Monde
Le 4 mars 2022



Des missiles détruisent un centre commercial en Ukraine, mais la Russie assure avoir visé un dépôt d'armes

Forum
Le 28 juin 2022



Alexandre Vautravers, rédacteur en chef de la Revue militaire suisse (RMS), analyse l'avancée russe en Ukraine

19h30
Le 28 juin 2022



Guerre en Ukraine : Tristan Dessert fait le point sur la situation à Krementchouk

12h45
Le 28 juin 2022

À propos de la RTS

[A propos](#)

[FAQ](#)

[Conditions générales](#)

[Charte de confidentialité](#)

[Gérer les paramètres relatifs aux cookies](#)

[Contact](#)

[Travailler à la RTS](#)

[Communiqués de presse](#)

[Play Suisse](#)

[Recevoir nos programmes](#)

[Comment écouter nos podcasts](#)

[Ventes aux professionnels](#)

[Visiter les studios](#)

[Assister aux émissions](#)

[La Boutique RTS](#)

[RTS Avec Vous](#)

[SSR Suisse Romande](#)

[Médiation](#)

[Jurisprudence](#)

[SRF](#) | [RSI](#) | [RTR](#) | [SWI](#)

RTS Radio Télévision Suisse, succursale de la Société suisse de radiodiffusion et télévision



13 octobre 2022 / Mis à jour le 14 octobre 2022 à 0h26

Risque de guerre nucléaire: en parler ou pas ?

CÉCILE FEUILLATRE
Agence France-Presse

Faut-il dramatiser, se taire, rester dans l'ambiguïté? Les menaces nucléaires de Vladimir Poutine placent les dirigeants des puissances «dotées» face à des questions vertigineuses sur la façon de le dissuader et sur la pertinence de dévoiler ce que serait leur potentielle réplique.

La possibilité d'une guerre nucléaire, débat réservé aux militaires et aux experts pendant des décennies, s'est réinvitée dans le débat public avec l'invasion russe de l'Ukraine et les menaces plus ou moins explicites du président Poutine. Et si le «tabou nucléaire» existe toujours, il a déjà d'ores et déjà été brisé dans la rhétorique.

Face à cette menace, sans doute la plus tangible depuis la crise des missiles de Cuba en 1962 - marqueur de l'histoire de la dissuasion nucléaire -, les dirigeants mondiaux n'adoptent pas la même stratégie.

Le président américain Joe Biden, à la tête de la première puissance nucléaire mondiale et du seul pays ayant utilisé l'arme atomique, a choisi le registre dramatique. «Ne le faites pas, ne le faites pas, ne le faites pas», avait-il mis en garde son homologue russe dans une interview à CBS mi-septembre. Avant d'évoquer, il y a quelques jours, le risque d'une «apocalypse nucléaire».

«Nous n'avons pas été confrontés à la perspective d'un Armageddon depuis Kennedy et la crise des missiles cubains en 1962», a lancé M. Biden.

À l'inverse, le président français Emmanuel Macron, interrogé mercredi sur la télévision publique France 2, a implicitement désavoué son homologue américain. «Moins on en parle, moins on agite la menace, plus on est crédible», a-t-il lancé.

Deux excès

«Il faut parler de la menace nucléaire, car les opinions sont inquiètes», estime pourtant le spécialiste français Bruno Tertrais. «Jusqu'à présent, les dirigeants occidentaux ont gardé la tête froide et se sont gardés d'entrer dans la surenchère», dit-il à l'AFP.

«Mais il y a eu deux excès: Biden a été maladroit en évoquant la perspective d'un Armageddon, terme très fort, biblique et effrayant. Et à l'inverse, dire comme Macron que nous ne riposterons pas par l'arme nucléaire... faut-il le dire aussi explicitement?», s'interroge-t-il.

En effet, le président français a évoqué de façon nébuleuse mercredi soir sur France 2 ce que pourrait être - ou ne pas être - une riposte française à une frappe nucléaire russe en Ukraine. «Notre doctrine repose sur ce qu'on appelle

les intérêts fondamentaux de la nation, et ils sont définis de manière très claire. Ce n'est pas du tout cela qui serait en cause s'il y avait une attaque balistique nucléaire en Ukraine ou dans la région», a dit M. Macron.

Or, rappelle M. Tertrais, le président «affirmait en 2020 que la dissuasion française avait une dimension européenne».

Parmi les autres puissances «dotées», la Grande-Bretagne est restée discrète. Liz Truss avait eu des mots très durs, se disant «prête» à utiliser l'arme nucléaire au cas où Vladimir Poutine franchirait le Rubicon. Mais elle n'était pas encore première ministre.

La Chine, pour sa part, ne dit rien. Même si de nombreux spécialistes estiment que Pékin, dont la doctrine nucléaire est celle du «non emploi en premier», ne peut soutenir les menaces de son allié du Kremlin.

«Renforcer le tabou»

Pour Daryl Kimball, président de Arms Control Association, il faut absolument «renforcer le tabou nucléaire». «Je pense que Biden a totalement raison», a-t-il déclaré lors d'une conférence en ligne organisée mercredi. «C'est son devoir de nous dire ce qui est en jeu et de mettre en garde contre le prix à payer d'une escalade nucléaire», a-t-il ajouté.

«Les autres dirigeants mondiaux doivent rallier la dénonciation de Biden», a estimé M. Kimball, en appelant notamment l'Indien Narendra Modi et le Chinois Xi Jinping à faire preuve de «responsabilité» en mettant en garde le Kremlin publiquement comme en privé. «Il est temps d'agir», a-t-il martelé.

Mais au-delà des mises en garde, la question se pose de savoir jusqu'où dévoiler ce que sera une éventuelle riposte, conventionnelle ou nucléaire. Le président Macron semble y avoir répondu. Les États-Unis ont également donné plusieurs signes que leur riposte serait conventionnelle.

«Il y a une école de pensée selon laquelle nous ne devons pas nous laisser intimider» et utiliser l'arme nucléaire en riposte à une attaque de ce type, estimait récemment Edward Geist, de la Rand Corporation, dans une interview au site Intelligencer.

«Une autre école dit que nous ne résoudrons pas le problème en utilisant l'arme nucléaire. Il y a enfin l'argument selon lequel nous devons dire que nous le ferons, pour dissuader», ajoutait-il.

Mais pour M. Kimball, «les options de réponse s'échelonnent entre terrible et catastrophique, et c'est pour cela qu'il faut réfléchir avant. L'idée qu'une guerre nucléaire peut être limitée ou contrôlée est un fantasme», soulignait-il mercredi.

Merci de vous abonner pour accéder en tout temps à la totalité de nos contenus. En vous abonnant, vous soutenez concrètement un **journalisme local de qualité**, fiable, au service de nos régions.

JE M'ABONNE



Communiqué de presse

Zurich, le 14.07.2022

La couverture médiatique de la guerre en Ukraine est jugée de bonne qualité

En période de guerre, les médias jouent un rôle essentiel en relayant l'information. Une étude de l'Université de Zurich montre que les reportages traitant de la guerre en Ukraine ont été de relativement bonne qualité jusqu'à présent. Les médias suisses présentent des rapports diversifiés sur la guerre, transmettent des informations de fond et utilisent les images avec prudence. Ils négligent toutefois certaines régions indirectement touchées et affichent une forte dépendance vis-à-vis des sources externes.

Depuis l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes en février 2022, le conflit domine l'actualité et a remplacé la pandémie de coronavirus comme sujet le plus médiatisé. Au cours des premiers jours qui ont suivi l'invasion, jusqu'à 45% de l'ensemble des contributions médiatiques contenaient une référence à la guerre en Ukraine. L'attention portée à ce sujet s'est peu à peu atténuée pour se stabiliser autour de 20% de la couverture médiatique globale en mai 2022, un chiffre encore très élevé. C'est ce que montre l'étude du Centre de recherche sur le public et la société (fög) de l'Université de Zurich, qui s'est penché sur la couverture médiatique de la guerre en Ukraine entre janvier et mai 2022 en s'appuyant sur des analyses de contenu automatisées et manuelles. Treize médias en ligne de Suisse alémanique et de Suisse romande ont ainsi été passés à la loupe.

«Les conflits armés de grande ampleur créent un besoin croissant d'information et d'orientation. Les médias jouent un rôle important pour y répondre. Mais les conditions dans lesquelles ils travaillent sont plus difficiles, notamment parce que l'accès à l'information est plus verrouillé ou parce que les médias sont en partie soumis à la censure», explique Linards Udris, responsable de l'étude et directeur adjoint de la recherche au fög. Dans ce contexte, la question de la qualité de la couverture médiatique revêt un intérêt particulier, ajoute Linards Udris.

Une grande diversité de sujets avec des angles morts

À travers leurs reportages sur la guerre en Ukraine, les médias suisses mettent en lumière un certain nombre de thèmes. Dans la presse de boulevard et les journaux pour pendulaires, les reportages d'actualité traitant de la guerre occupent une place majoritaire (39%). Ce pourcentage est nettement plus important que sur les sites Web des médias par abonnement ou de la radiodiffusion publique (25% chacun). Ces derniers mettent davantage l'accent sur les conséquences politiques, économiques et sociétales de la guerre (41% et 42%, respectivement) que ne le font la presse de boulevard et les journaux pour pendulaires en ligne (25%). Une analyse automatisée de la diversité géographique des reportages de guerre montre, en outre, une forte concentration de l'attention sur l'Ukraine (20%), la Russie (13%) et d'autres pays, notamment occidentaux. D'autres régions de l'hémisphère sud, indirectement touchées et menacées par la famine, se retrouvent négligées par les médias.



Des performances de mise en contexte supérieures à la moyenne

L'étude a également cherché à déterminer dans quelle mesure les médias fournissaient des informations de fond sur la guerre en Ukraine. Les conclusions indiquent que les médias en ligne analysés présentent, dans l'ensemble, une part relativement élevée d'articles de mise en contexte (25%). Un chiffre nettement plus élevé que celui de la couverture médiatique globale non thématique en 2021 (14%). Les médias par abonnement contribuent largement à cette mise en contexte (41%), affichant des performances supérieures de 17 points de pourcentage par rapport à la couverture médiatique globale. La presse de boulevard et les journaux pour pendulaires transmettent eux aussi davantage d'informations de fond dans leurs reportages sur la guerre en Ukraine (11% contre 7% pour la couverture médiatique globale).

Une utilisation prudente des images

Les images jouent un rôle central dans la représentation de la guerre dans les médias. Les représentations problématiques de personnes décédées ou blessées sont rares dans les reportages examinés. Seuls 4% d'entre eux montrent des images de personnes blessées ou décédées. Toutes les représentations de personnes décédées ont par ailleurs été rendues anonymes, c'est-à-dire que les visages n'étaient pas visibles ou étaient pixelisés, ou bien que les corps étaient recouverts ou également pixelisés. «Dans l'ensemble, les images de personnes blessées et décédées ont été utilisées correctement du point de vue de l'éthique des médias», précise Linards Udris.

Une forte dépendance vis-à-vis des sources externes

Tous les types de médias se sont révélés être, en partie, très dépendants des agences de presse ou des sources externes. Les reportages internationaux de la presse de boulevard et des journaux pour pendulaires reposent à 62% sur des communiqués d'agences de presse (contre 10% pour les médias par abonnement et 32% pour la radiodiffusion publique). En règle générale, ces médias ne possèdent pas leur propre réseau de correspondants, contrairement aux médias par abonnement et à la radiodiffusion publique, dont les articles proviennent respectivement à 32% et 18% de correspondants basés à l'étranger. Outre les agences de presse, les médias journalistiques (21%) et les réseaux sociaux (16%) – en particulier Twitter – sont les sources externes les plus sollicitées. Les sources militaires étatiques occupent également une place importante pour tous les types de médias, puisqu'elles sont utilisées dans 31% des articles. «Cette dépendance vis-à-vis des sources externes fait justement craindre que les récits des belligérants soient repris sans esprit critique», souligne Linards Udris.

Contact:

Dr Linards Udris

Directeur adjoint de la recherche

Centre de recherche sur le public et la société (fög) / Université de Zurich

Tél.: +41 44 635 21 17

E-mail: linards.udris@foeg.uzh.ch

Media Relations

Université de Zurich

Tél.: +41 44 634 44 67

E-mail: mediarelations@kommunikation.uzh.ch

Tensions autour de la centrale de Zaporijia

Ce que risque la Suisse en cas d'explosion nucléaire

Les tensions autour de la centrale ukrainienne de Zaporijia font craindre une nouvelle catastrophe nucléaire. Une experte détaille pour Blick les étapes nécessaires pour qu'une explosion se produise, et si cette dernière peut affecter la Suisse.

Publié: 30.08.2022 à 06:05 heures

Dernière mise à jour: 30.08.2022 à 06:43 heures

Fabian Vogt

La situation est extrêmement tendue dans les alentours de la centrale nucléaire ukrainienne de Zaporijia. Des projectiles s'y abattent presque quotidiennement et les Russes ont pris le contrôle de la zone. Afin de mieux évaluer la situation, une équipe d'experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'y est rendue lundi.

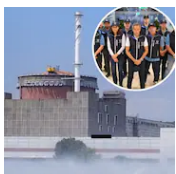
Dix ans après Fukushima, le monde craint une nouvelle catastrophe nucléaire. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky affirme qu'un tel accident toucherait également l'Union européenne (UE). Blick s'est entretenu avec Annalisa Manera, professeure de systèmes nucléaires et d'écoulements polyphasiques à l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) à ce sujet.

État des lieux de la centrale nucléaire de Zaporijia

Le site de la centrale nucléaire de Zaporijia abrite six réacteurs d'une puissance de près de 1000 mégawatts chacun, dont deux sont actuellement en service. Ils constituent le cœur de la centrale et alimentent en électricité presque tout le sud de l'Ukraine. Le terrain sur lequel se trouvent les réacteurs est situé sur le fleuve Dniepr. Celui-ci sépare actuellement les deux camps.

La centrale nucléaire se trouve sur un territoire contrôlé par les Russes, tandis que l'autre rive est en territoire ukrainien. C'est la raison pour laquelle il y a beaucoup de tirs dans cette zone, les Russes étant accusés d'utiliser la centrale nucléaire comme bouclier. Le site de la centrale nucléaire est très sécurisé et s'étend sur plusieurs kilomètres. On y trouve notamment une caserne de pompiers, mais aussi un dépôt intermédiaire pour les éléments combustibles usés qui continuent à émettre de la radioactivité.

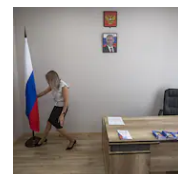
Sur la centrale nucléaire de Zaporijia



Agence de l'énergie atomiq...
Une équipe en route vers la centrale nucléaire de Zaporijia



Les accusations volent
Poutine planifie-t-il la «grande catastrophe» qu'il prétend craindre?



Façade de
Rattaché Russie vue da

Principe de fonctionnement d'une centrale nucléaire

«Le but de toute centrale est de produire de l'électricité», explique Annalisa Manera. Cela se fait grâce à un générateur relié à une turbine alimentée par de la vapeur d'eau. La différence entre une centrale nucléaire et les autres centrales électriques (pétrole, charbon, gaz) est que rien ne doit être brûlé pour chauffer l'eau.

Au lieu de cela, la chaleur est générée par la fission d'atomes. Pour ce faire, on utilise de l'uranium, un matériau légèrement radioactif. Lorsque celui-ci est divisé, des neutrons sont produits, qui fendent d'autres noyaux d'uranium. «C'est ce qu'on appelle une réaction en chaîne», définit la scientifique.

Quelles sont les mesures de sécurité dans une centrale?

Dans chaque centrale nucléaire, diverses mesures permettent de contrôler cette réaction en chaîne et d'éviter une éruption radioactive. «La première, ou la plus interne dans un réacteur, est la gaine du combustible», détaille la professeure. Il s'agit d'un tube métallique scellé qui contient les substances radioactives produites par les réactions en chaîne.

«Le cœur du réacteur est constitué de plusieurs milliers de ces tubes, appelés barres de combustible.» L'objectif premier est de veiller à ce que ces barres de combustible ne s'échauffent pas trop, sans quoi elles fondraient.

Comment empêche-t-on les tubes de fondre?

«Les barres de combustible se trouvent dans la cuve du réacteur», explique Anna Manera. Celle-ci constitue la deuxième barrière et se compose d'une cuve en acier inoxydable d'une épaisseur d'environ 25 centimètres.

Elle doit empêcher que quoi que ce soit puisse pénétrer dans le cœur du réacteur ou en sortir. La cuve du réacteur fait partie du circuit primaire de Zaporijia, qui en compte quatre au total.

Y a-t-il d'autres mécanismes de sécurité?

La troisième barrière – la plus extérieure – de chaque réacteur est la tour grâce à laquelle on reconnaît de loin qu'il s'agit d'une centrale nucléaire. Elle s'élève vers le ciel à plusieurs mètres de hauteur.

Cette tour se compose de deux structures distinctes: la structure interne est une enveloppe en acier inoxydable de plusieurs centimètres d'épaisseur. La deuxième enveloppe est une structure de 1,6 mètre d'épaisseur en béton armé. Elle doit protéger contre les événements externes tels que les crashes d'avion, les inondations ou justement les impacts de munitions.

«Le cœur du réacteur est donc triplement protégé, conclut la professeure. Tous ces systèmes disposent en outre de leurs propres mécanismes de sécurité et sont conçus de manière à être redondants, séparés physiquement les uns des autres et basés sur des principes physiques différents.» Ce n'est qu'en cas de défaillance de tous les systèmes de sécurité des trois barrières que la radioactivité peut s'échapper.

Qu'est-ce qui tourne mal en cas de catastrophe?

«Un grand nombre de circonstances malheureuses ont conduit à la catastrophe de Fukushima, rappelle Annalisa Manera. Ces circonstances ne peuvent pas se reproduire de la même manière en Ukraine.»

À l'époque, un tremblement de terre avait endommagé les lignes électriques. Ce qui aurait entraîné la mise en marche automatique des moteurs diesel de secours pour continuer à faire fonctionner le système de refroidissement du réacteur. «Cela aurait également fonctionné si le tremblement de terre n'avait pas été suivi, moins d'une heure plus

tard, d'un tsunami qui a également mis hors service les moteurs de secours.» À Zaporijia, ces générateurs sont mieux protégés contre les influences extérieures, ce qui n'était pas le cas à Fukushima, où les éléments combustibles n'étaient plus refroidis et ont fondu. La première barrière était rompue.

«La deuxième – la cuve en acier inoxydable – a été rompue parce qu'il n'y avait pas de système pour refroidir la cuve du réacteur de l'extérieur», souligne encore la scientifique. Sur cet aspect-là également, la situation est différente à Zaporijia. À Fukushima, de l'hydrogène aurait ainsi pu s'échapper et provoquer des explosions suffisamment puissantes pour endommager également l'enveloppe extérieure du réacteur. Toutes les barrières ont alors été brisées et la radioactivité s'est échappée. «De telles explosions d'hydrogène sont très improbables à Zaporijia, car des mesures de sécurité appropriées ont été prises spécialement à cet effet», assure la professeure.

Les craintes d'accident sont donc infondées?

Non. Bien qu'une catastrophe naturelle y semble peu probable, «la guerre représente un grand danger. Le fait que les Russes et les Ukrainiens laissent le réacteur en marche et utilisent la région comme champ de bataille est totalement irresponsable et imprudent» met en garde Annalisa Marena.

Pour l'instant, les murs de sécurité tiennent, car la centrale ne fait que recevoir des tirs perdus. «En revanche, s'ils sont bombardés de manière ciblée, ils finiront par céder, prévient la professeure. Mais ni les Ukrainiens, ni les Russes, n'ont intérêt à ce que cela se produise.»

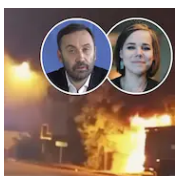
Y a-t-il d'autres dangers que les tirs directs?

Si la destruction de la coque peut être pratiquement exclue, il existe un risque que le bombardement endommage toutes les lignes électriques, comme cela s'est produit à Fukushima. «Dans ce cas, le réacteur s'arrêterait automatiquement et le moteur diesel de secours serait mis en marche», prévoit Annalisa Marena.

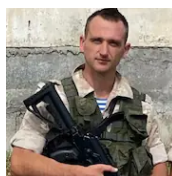
Contrairement à Fukushima, les moteurs diesel sont certes protégés contre les influences extérieures. Toutefois, le diesel s'épuisera au bout de quelques jours. Il y a quelques jours seulement, les ingénieurs sur place ont établi un plan d'urgence qui leur permet d'avoir du diesel pendant dix jours. Une fois cette période écoulée, sans que l'on ait fait l'appoint, le réacteur restera sans refroidissement.

«À ce moment-là, le combustible au cœur de l'installation s'échauffera et finira par faire fondre les tubes», explique Annalisa Manera. Comme à Fukushima. Mais contrairement à ce qui s'est passé là-bas, les autres barrières de sécurité resteront intactes, estime l'experte.

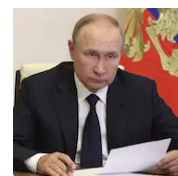
À lire aussi sur la guerre en Ukraine



D'autres attaques prévues?
Un opposant à Poutine dévoile les dessous de l'attentat contre...



Une soldat russe s'exprime
«Poutine n'a pas les moyens de décréter une mobilisation générale»



Tout pou
La Russie pour mobiliser est difficile

Que se passerait-il en cas de catastrophe?

Il est difficile de prévoir ce qui se passera exactement dans le pire des scénarios. Cela dépend surtout des conditions météorologiques. Une chose est sûre: plus on s'éloigne du centre de l'explosion – le réacteur –, plus les effets radioactifs

sont faibles.

Wolfgang Raskob et son équipe, de l'Institut de technologie de Karlsruhe, ont créé des modèles de projection. Ces derniers ont été conçus en s'appuyant sur l'hypothèse de la destruction d'un réacteur à Zaporijia et de la libération d'environ 10% de la radioactivité qu'il contient, soit à peu près autant qu'à Fukushima. Tous les calculs montrent que les zones autour de la centrale nucléaire seraient, logiquement, particulièrement touchées.

En cas de vents forts, la Russie ou la Turquie pourraient également être atteintes, comme l'a déclaré Volodymyr Zelensky. Les scientifiques ont calculé qu'à chaque dixième explosion de la centrale nucléaire, la situation météorologique serait telle que le nuage radioactif pourrait être poussé jusqu'en Suisse.

Cela serait-il dangereux pour la Suisse?

«Non, assène Annalisa Manera. Les particules radioactives qui parviendraient en Suisse seraient trop faibles pour avoir des conséquences.» La situation est en revanche différente autour de la centrale nucléaire. Les habitants de la région seraient exposés à des radiations si fortes qu'ils auraient de graves problèmes de santé à long terme. Cela ne se manifesterait toutefois que bien plus tard.

Depuis la catastrophe de Fukushima, une seule personne a été diagnostiquée d'un cancer de la thyroïde. L'organisation «Médecins internationaux pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW)» critique toutefois le fait que jusqu'à présent, des recherches systématiques n'ont été menées que dans cette direction.

En revanche, depuis 2011, les enfants de la préfecture sont soumis tous les deux ans à un dépistage par ultrasons. Au cours des trois dernières séries d'exams, 20 fois plus de cas de cancer auraient été détectés que ce à quoi on aurait pu s'attendre sur la base de l'incidence de base. En outre, le taux de dépressions, de suicides et de troubles de stress post-traumatique serait toujours plus élevé dans les zones contaminées.

Comment faire pour éviter ce scénario?

«Il serait judicieux d'arrêter le réacteur», propose Annalisa Manera. Certes, celui-ci produirait encore de l'électricité et devrait être refroidi, mais la chaleur diminuerait constamment. Plus le réacteur serait arrêté longtemps avant d'être détruit, moins les conséquences nucléaires seraient importantes. Inconvénient de cette décision: la quasi-totalité du sud de l'Ukraine serait alors privée d'électricité. Il serait donc nettement préférable de déclarer la zone de la centrale nucléaire comme zone démilitarisée.

Annalisa Manera n'est pas la seule à le demander. De nombreux chefs d'État occidentaux et d'autres scientifiques le font également. Mais la Russie s'y refuse jusqu'à présent. Officiellement, elle explique que le gouvernement de Kiev ne peut pas assurer la sécurité des installations nucléaires en raison de la guerre. Malgré tout, l'espoir demeure de trouver une solution diplomatique.